PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 JUILLET 2017

Date de la convocation: 24 juillet 2017

Nombre de conseillers municipaux en exercice: 13

L'an deux mille dix-sept, le vingt-sept, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de LA VICOMTE-SUR-RANCE, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis RUCET, Maire,

<u>Etaient Présents</u>: Mesdames & Messieurs ACINA Alain, LE BOUCHER Gwénaëlle, BROMBIN Alain, MARTIN Jean-Loup, LOURADOUR-DURAND Gisèle, SAGEAN Laurence, DESERT Christelle, LEMOINE Claude, RUCET Angélique, LE BOUDEC Christine (arrivée au point n° 3)

<u>Etaient Absents ou Excusés</u>: M. BERTHELOT Vincent, M. HAMON Pascal ayant donné pouvoir à M. ACINA Alain.

Secrétaire de séance : M. MARTIN Jean-Loup

ORDRE DU JOUR

1/ ATTRIBUTION FPIC 2017 (FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES)

2/ RESERVE PARLEMENTAIRE: SALLE DES ASSOCIATIONS PROPOSEE

3/ DECISION MODIFICATIVE N° 4 AU BUDGET COMMUNAL:

- Facture supplémentaire couverture logement au-dessus garderie
- Demande investissement pour l'école

4/ NOMINATION D'UN CONSEILLER DELEGUE A LA GESTION DU PERSONNEL

5/ CONVENTION DE PARTENARIAT ALSH JUILLET 2017 SAINT-HELEN / LA VICOMTE

6/ MODALITES DE REALISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES

7/ VENTE EVENTUELLE DU LAVOIR EN BETON

8/ DINAN AGGLOMERATION: NOTE DE SYNTHESE SUR LA QUALITE DE L'EAU

<u>DELIBERATION Nº 69/2017</u> – FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) –MODALITES D'ATTRIBUTION POUR L'ANNEE 2017.

Conformément aux orientations fixées par le Parlement en 2011 (article 125 de la Loi de Finances initiale pour 2011), l'article 144 de la Loi de Finances initiale pour 2012 a institué un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal.

Ce mécanisme de péréquation appelé Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) consiste à prélever une fraction des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Il nous appartient donc désormais de nous prononcer sur la répartition du FPIC entre l'EPCI et ses communes membres.

Pour mémoire, trois méthodes de répartition sont possibles

- La répartition dite de « droit commun »
 La part de l'EPCI est fixée en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF).
 Le prélèvement restant est réparti entre les communes en fonction de leur insuffisance de potentiel financier par habitant et leur population. Aucune délibération n'est nécessaire dans ce cas.
- <u>Une répartition à « la majorité des deux tiers du conseil</u> »

La part de l'EPCI est déterminée en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) ou d'un autre critère sans que celui-ci n'ait pour effet de s'écarter de plus de 30 % le résultat obtenu de la répartition effectuée avec le CIF.

Une répartition « dérogatoire libre »
 Dans ce cas, il nous appartient de définir librement la nouvelle répartition du reversement suivant nos propres critères.

La commission des finances de Dinan Agglomération a procédé à l'analyse de différents scénarios de pondération du droit commun par les critères légaux. Ce travail n'a pas permis d'aboutir à un scénario réduisant l'écart pour certaines communes entre la répartition de droit commun en 2016 et la répartition de droit commun en 2017.

La commission a proposé d'attribuer l'intégralité du FPIC à l'EPCI puis un reversement par l'EPCI d'une AC égale au montant de droit commun du FPIC des communes en 2016 (perte de la bonification pour les communes de l'ex-Dinan Communauté) et répartition de la différence entre enveloppe droit commun 2016 et 2017 (105 000 €) entre les communes de l'ex CC du Pays de Matignon en fonction de la population légale. Cette opération est neutre pour la Communauté d'Agglomération.

Le Conseil Communautaire a retenu la proposition de la commission des Finances.

En conséquence, le Conseil Communautaire réuni le 17 juillet 2017 avec 84 voix pour et une voix contre :

- a adopté une répartition dérogatoire libre avec affectation de l'intégralité du FPIC à Dinan Agglomération;
- a adopté le principe du reversement aux communes par Dinan Agglomération d'une allocation de compensation égale au montant de droit commun du FPIC 2016 (tableau joint);

Afin d'entériner la proposition du Conseil Communautaire, les conseils municipaux sont appelées à délibérer dans un délai de deux mois soit avant le 17 septembre 2017 pour approuver l'affectation de l'intégralité du FPIC à Dinan Agglomération (approbation à l'unanimité des Conseils Municipaux et à la majorité simple au sein de chaque Conseil Municipal). Si les conseils municipaux n'ont pas délibéré avant le 17 septembre 2017, ils sont réputés avoir approuvé la délibération de l'EPCI.

Il appartiendra ensuite à la CLECT de se prononcer sur la modification des allocations de compensation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- adopte une répartition dérogatoire libre avec affectation de l'intégralité du FPIC
 à Dinan Agglomération ;
- adopte le principe du reversement aux communes par Dinan Agglomération d'une allocation de compensation égale au montant de droit commun du FPIC 2016;

Votes Pour : 6 (Jean-Louis RUCET, Claude LEMOINE, Angélique RUCET, Jean-Loup MARTIN, Alain ACINA, Pascal HAMON par procuration)
Abstentions : 5 (Gwénaëlle LE BOUCHER, Gisèle LOURADOUR DURAND, Alain BROMBIN, Christelle DESERT, Laurence SAGEAN)

Alain BROMBIN: Dans la continuité de ses opinions, il réaffirme est contre la loi NOTRe, contre la restructuration territoriale, la baisse des dotations de l'Etat prévue par le nouveau gouvernement (13 milliards en 5 ans). Il y a des conséquences en matière budgétaire comme nous montre bien cette décision à prendre. Les dotations de l'Etat continueront à baisser, à donc moins financer les communautés de communes et donc mois pour les communes.

	Droit commun	Dérogatoire	Différence	Droit commun	Différence	Différence	Proposition
		PERCU	2056	2000	2056/2017	2016/2017	Conseil Communauta
	FPIC 2016	FPIC 2016	DC	FPIC 2017	"Smits Communi"	"YEROU DC"	Allocations Compensat
AUCALEUC	19 158	24710	5 552	17417.00	-170	-7.293	19 198
BOBTAL	21 200	27.346	6 146	19 154,00	-2046	-8 192	2H 200
BRUSVILY	34.453	31 539	7 088	22 89 1.00	-1558	-8 646	24461
CALORGUEN	14722	18 989	4267	13084,00	-1468	-5 935	34.722
CHANNES GERALIX	22766	29 365	6 599	30 567.00	-2199	-3.798	22766
DINAN	129 417	179/827	40.410	136 302 00	-13.755	-53 625	139/417
EVRAN	33 203	42 827	9 624	29 773,00	-3230	-12 854	10 80
HINGLE	17 609	22.714	5 305	16 673:00	-936	-6 045	17 609
LANVALLAY	66-500	86 166	19 363	62737,00	-4066	-23 429	66 800
LEHON	45 194	58.294	13 100	40.301.00	-4393	-17 993	45 194
PLEUDIHEN	49 484	63 827	14 343	45.617.00	-3167	-18 210	47 464
PEOUASNE	27690	35.716	8 036	34000,00	-1.689	-9715	27 690
QUEVERT	50.769	65 464	14715	45 043.00	-5726	-20 441	50769
QUIOU	4.888	8 885	1997	6.045.00	-843	-2840	4.868
ST ANDRE DES EAUX	6061	7858	1757	6.254.00	195	-1562	6-061
SAINT CARNE	2004)	25 849	5 808	38702.00	-1339	-7 147	20 041
SAINTHEEN	28.360	36 583	8 221	24-69-00	-1901	-10 122	39 360
SAINT AUDOCE	12 888	36 623	3 735	11500.00	-1386	-5 123	12 888
SAINT AUVAT	13.177	16 996	3 819	11910,00	-1367	-5 086	13 177
SAINTSAMSON	27 667	35 687	8 020	25 20 6.00	-2458	-10 478	27 667
TADEN	27.493	35 462	7 969	24.756.00	-2736	-10.704	27 493
TREFUMEL	5 609	7 235	1 626	3002.00	-907	-2 223	3 609
TRELIVAN	47793	61 646	13-853	44,821,00	-2 972	-16-825	47.793
TREVRON	14788	19 049	4 285	13/02/000	-1739	-6 030	34.768
VICOMTE S'RANCE	22.791	29 398	6 607	20 K96,00	-1855	-8462	22.791
VILDE GUINGALAN	25.300	32 676	7 343	22 (50,00	-3 983	-10 526	B300
TOTAUX	791 335				-68 916	-298 291	791 335
TOTAGE	772 333	1 020 710	229 375	722 419,00	-08 Y10	-536 531	791,000
CAULNES	49 122			90 (18.00	5 996		44127
CHAPELLE BLANCHE	3,865			4.372.00	507		3465
GUENROC	4931			5385.00	334		4 901
GUITTE	14738			17385.00	2490		34735
PEUMAUDAN	26.587			2147600	4307		36 587
PLUMAUGAT	24121			25 865,00	1764		39131
ST JOUAN DE L'ISLE	10-003			11 205.00	1172		30 633
ST MADEN	4.302			4954.00	581		4300
TOTAUX	132 727			150 430.00	17 893		132727
TO IMOX	100 747			100 404.00	17 000		454747
BROONS	48.654			42713,00	-590		48 654
MEGRIT	15 724			14 53 8 00	-1 165		157294
YVICNAC LA TOUR	27 877			25-404.00	-2475		27 877
TOTALIX	92.255			82.676.00	-9579		92 255
Torringen	10.000			41 81 81 MINE	1317		10000
BOURSEUL	23.502			20,890,00	-2462		23 502
CORSEUL	47300			38 40 630	-2397		42 300
CREHEN	26.738			22/899,00	-2843		26.738
LANDEBIA	8017			738100	-836		8397
LANDEC	21498			19 143,00	-2355		21 498
LANGUEDIAS	11 002			30 100,00	-907		11 092
LANGUENAN	23760			21473,00	-2 297		29790
PLANCOET	43457			38.257,00	-5360		43 617
PLELAN LE PETIT	38425			35 \$49,00	-3.476		38 625
PLEVEN	10.545			984L00	-704		30 545
PLOREC	10 190			9071.00	-1122		30 193
PEUDUNO	4548			47612.00	-5336		40 140
ST JACUT DE LA MER	25319			22 207:00	-3112		25 319
STLORMEL	17763			15511.00	-2252		17763
STMAUDEZ	8772			7 944.00	-836		8772
STMELOIR	7060			6 303,00	-957		7060
ST MICHEL DE PLELAN	8707			808.00	-904		8 939
TRESEDAN	11283			30343.00	-940		11 263
TOTAUX	367 971			366 167.00	-41 804		387 971
LANGROLAY	26.526			24 505.00	-2023		26 528
PLESLIN TRIGAVOU	77313			71 592.00	-5731		77313
PLOUER	77.675			71 40% 00	-6 266		77 675
TOTALIX	381 536			567 496.00	-14 020		181 516
MATIGNON	100			29.871.00	26 671		58 017
THE PROPERTY OF THE PERSON OF	8			18 1717.00	18 979		7107
PLEBOULLE				32276.00	32.279		17 532
				38 897.00	\$8.897		8334
PLEBOULLE							6423
FREND.				34,200,00	14 200		8.423
PLEBOULE FREHE PLEVENON				96.745.00	14 200 96 745		38 000
PLEBOULE FROME PLEVENON RUCA							
PLEBOULE FREME PLEVENON RUCA ST CAST	0			96745.00	96.745		38 000

<u>DELIBERATION N° 70/2017</u> – LANCEMENT DE L'OPERATION « RENOVATION DE LA SALLE DES ASSOCIATIONS » DANS LE CADRE DU CONTRAT DE TERRITOIRE ET DE LA RESERVE PARLEMENTAIRE

Par délibération n° 82/2015 du 11 décembre 2015, le Conseil proposait l'opération « rénovation de la salle des associations » dans le cadre du contrat de territoire 2016-2020. Le Conseil décide que cette opération sera lancée en 2018 avec un coût estimatif de 64 797,25 € HT. Le plan prévisionnel de financement est le suivant :

Commune	30%	19 439,18
Contrat de Territoire	54%	35 000,00
Réserve parlementaire	16%	10 367,56

Votes contre: 1 (Christelle DESERT) Votes pour: 9 dont 1 par procuration Abstentions: 1 (Alain BROMBIN)

Christelle DESERT : Il avait été dit de faire de cette salle une cantine scolaire, ce qui demande de faire des plans.

Alain BROMBIN: demande à ce que la Commune dépose un dossier de demande de fonds de concours à Dinan Agglomération pour l'année 2018, et souhaiterait notamment en faveur de l'aire de jeux. Un débat devra se faire en fin d'année au sein du conseil pour ce dossier.

<u>DELIBERATION N° 71/2017</u> – DECISION MODIFICATIVE N° 4 AU BUDGET COMMUNAL

FONCTIONNEMENT		INVESTISSMENT	
DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
+ 12 791,00 €	+ 12 791,00 €	+ 2 911,20 €	+ 12 791,00 €
Chp 23 virement à la	Art 73223 FPIC	Art 2313-57	Chp 21 Virement de la
section d'investissement		Logement au-dessus	section de
		garderie (couverture ent	fonctionnement
		BENATRE)	
		+ 1 004,88 €	
		Art 2184-15	
		Mobilier Ecole	
		(MANUTAN)	
		+ 8 874,92 €	
		Chp 20 dépenses	
		imprévues	
		d'investissement	

Vote à l'unanimité

Laurence SAGEAN : Demande à ce que la directrice anticipe ses demandes de financement pour ne pas avoir à voter dans l'urgence.

<u>DELIBERATION N° 72/2017</u> – ALSH ETE 2017 : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA COMMUNE DE SAINT-HELEN

Monsieur le Maire donne lecture au conseil de la convention de partenariat entre notre commune et celle de Saint-Hélen dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- mise en place du centre du 10 juillet au 4 août 2017 pour les enfants âgés de 4 à 12 ans (4 ans dans l'année)
- versement d'une somme de 1 000 € pour participation aux frais pédagogiques à la commune de Saint-Hélen
- Prise en charge d'une partie du résultat par notre commune au prorata du nombre d'enfants vicomtois accueillis ainsi que 50% des enfants domiciliés hors commune.

Après en avoir pris connaissance, le conseil municipal autorise M. le Maire à signer cette convention.

Vote à l'unanimité

A la rentrée de septembre, il faudra reprendre les discussions avec la Commune de St Hélen pour la mise en place d'un ALSH pendant les petites vacances.

<u>DELIBERATION N° 73/2017</u> – MODALITES DE REALISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif au régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- <u>les agents à temps complet et à temps partiel</u> peuvent être amenés à effectuer des heures supplémentaires, en raison des nécessités de service et à la demande du Maire. Les agents titulaires et non titulaires à temps complet et à temps partiel de catégorie C et de catégorie B, employés dans les services suivants : Administratif, Technique, Scolaire, Animation ... exerçant les missions suivantes : Secrétaire de mairie, Adjoint administratif, Rédacteur, ATSEM, Adjoint technique ... (tous les personnels)
- <u>les agents à temps non complet</u> peuvent également être amenés à effectuer des heures complémentaires en plus de leur temps de travail, en raison des nécessités de service et à la demande du Maire. Les agents titulaires et non titulaires à temps non complet, employés dans les services suivants : Administratif, technique, scolaire, animation..., exerçant les missions suivantes : Secrétaire de mairie, Adjoint administratif, Rédacteur, ATSEM, Adjoint technique, adjoint d'animation(TAP) ... (tous les personnels)
- -les agents à temps complet : le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps complet ne pourra excéder 25 heures par mois.
- <u>les agents à temps partiel</u>: le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures. (<u>Exemple pour un agent à 80 %</u>: 25 h x 80 % = 20 h maximum)
- <u>les agents à temps non complet</u>: le nombre d'heures complémentaires effectuées par les agents à temps non complet ne peut conduire au dépassement de 35 heures par semaine (les heures effectuées au-delà de 35 heures par semaine relèveront du régime des heures supplémentaires).

Les heures supplémentaires et les heures complémentaires réalisées seront :

s'agissant des heures supplémentaires réalisées par les agents à temps complet, rémunérées par les indemnités horaires pour travaux supplémentaires prévues par le décret n° 2002- 60 du 14 janvier 2002, aux taux fixés par ce décret,

s'agissant des heures supplémentaires réalisées par les agents à temps partiel, rémunérées par les indemnités horaires pour travaux supplémentaires prévues par le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004,

s'agissant des heures complémentaires réalisées par les agents à temps non complet, rémunérées sur la base du traitement habituel de l'agent

ou

récupérées dans les conditions suivantes : en jours de congé en accord avec l'autorité territoriale.

Vote à l'unanimité

<u>DELIBERATION N° 74/2017</u> – MODALITES DE REALISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES (PERSONNEL RELEVANT DU DROIT PRIVE)

M. le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur le paiement d'heures supplémentaires ou complémentaires au bénéfice des titulaires d'un contrat d'accompagnement à l'emploi (CAE).

- Pour les CAE à temps non complets, le Conseil Municipal autorise le paiement d'heures complémentaires (c'est-à-dire effectuées au-delà de la durée de travail fixée au contrat de travail et dans la limite de la durée légale hebdomadaire de 35 heures).
 - 10 % de majoration pour les heures accomplies entre la base horaire du contrat de travail et les 35 heures hebdomadaires,
 - 25% pour les heures accomplies entre les 35 h et 43h hebdomadaires
 - 50% pour les heures suivantes
- Pour les contrats à temps complets, le Conseil Municipal autorise le paiement des heures supplémentaires (c'est-à-dire au-delà de 35h).
 - 25% de majoration pour les huit premières heures supplémentaires travaillées
 - 50% pour les heures suivantes

Vote à l'unanimité

DELIBERATION N° 75/2017 – VENTE DU LAVOIR EN BETON

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de vendre le lavoir en béton pour la somme de 30 €, et d'y ajouter 20 € si besoin d'une livraison par les employés municipaux.

Vote à l'unanimité

NOMINATION D'UN CONSEILLER DELEGUE A LA GESTION DU PERSONNEL

M. le Maire informe le Conseil qu'il a décidé de nommer Mme LOURADOUR-DURAND Gisèle conseillère déléguée à la gestion du personnel.

DINAN AGGLOMERATION : NOTE DE SYNTHESE SUR LA QUALITE DE L'EAU Monsieur le Maire informe ses conseillers que la note de synthèse sur la qualité de l'eau réalisée par l'Agence Régionale de Santé est disponible en mairie.

Séance levée à 22h15.

FEUILLE DE CLÔTURE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 JUILLET 2017

<u>DELIBERATION N° 69/2017</u> – FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) –MODALITES D'ATTRIBUTION POUR L'ANNEE 2017.

<u>DELIBERATION N° 70/2017</u> – LANCEMENT DE L'OPERATION « RENOVATION DE LA SALLE DES ASSOCIATIONS » DANS LE CADRE DU CONTRAT DE TERRITOIRE ET DE LA RESERVE PARLEMENTAIRE

<u>DELIBERATION N° 71/2017</u> – DECISION MODIFICATIVE N° 4 AU BUDGET COMMUNAL

<u>DELIBERATION N° 72/2017</u> – ALSH ETE 2017 : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA COMMUNE DE SAINT-HELEN

<u>DELIBERATION N° 73/2017</u> – MODALITES DE REALISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES

<u>DELIBERATION N° 74/2017</u> – MODALITES DE REALISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES (PERSONNEL RELEVANT DU DROIT PRIVE)

<u>DELIBERATION N° 75/2017</u> – VENTE DU LAVOIR EN BETON NOMINATION D'UN CONSEILLER DELEGUE A LA GESTION DU PERSONNEL

DINAN AGGLOMERATION: NOTE DE SYNTHESE SUR LA QUALITE DE L'EAU

SIGNATURES (27/07/2017)

RUCET JEAN-LOUIS	
LEMOINE Claude	
HAMON Pascal	Pouvoir à M. ACINA Alain
BERTHELOT Vincent	Excusé
ACINA Alain	
LE BOUCHER Gwénaëlle	
SAGEAN Laurence	
MARTIN Jean-Loup	
BROMBIN Alain	
LE BOUDEC Christine	
RUCET Angélique	
DESERT Christelle	
LOURADOUR-DURAND Gisèle	